



LIVRES

Le rapport biennal de la FAO sur les forêts du monde centre sa réflexion sur les «partenariats en action»

Situation des forêts du monde 2003. 2003. Rome, FAO. ISBN 92-5-104865-7.

Le rapport biennal Situation des forêts du monde – qui est à sa cinquième édition – présente un tableau global du secteur forestier, en fournissant des informations d'actualité sur les activités et les faits nouveaux institutionnels, et en mettant en lumière les défis et les opportunités liés à certaines questions clés. La Situation des forêts du monde 2003 contient des apports d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales de premier plan, ainsi que de personnes qui ont contribué à titre personnel, apports qui se sont ajoutés aux articles rédigés par le personnel de la FAO. Cette diversité des apports s'inscrit parfaitement dans le thème choisi pour l'édition de 2003 – «partenariats en action».

Un effort a été fait afin de couvrir les nombreux sujets qui revêtent une pertinence toute particulière pour les débats en cours au sein des instances internationales. La première partie présente les faits nouveaux récents et les domaines qui retiennent actuellement l'attention, en ce qui concerne les ressources forestières, la gestion, la conservation et la valorisation durable des forêts, le cadre institutionnel et le dialogue international sur les politiques forestières. La deuxième partie contient cinq chapitres, chacun approfondissant un thème particulier :

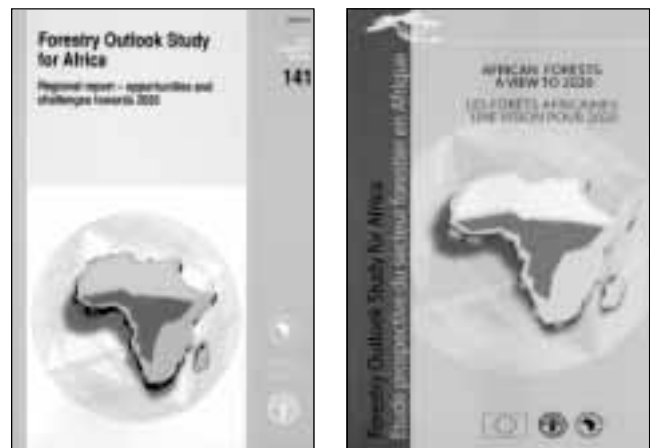
- Les forêts et la lutte contre la pauvreté;
- L'utilisation et la gestion durables des ressources en eau douce – le rôle des forêts;
- Comment l'utilisation durable des forêts peut contribuer à la conservation de la diversité biologique;
- La science et la technologie dans le secteur forestier: les écarts se creusent, les alternatives diminuent;
- Régimes fiscaux applicables au secteur forestier en Afrique: tendances récentes.

Le rapport Situation des forêts du monde est publié en anglais, arabe,

chinois, français et espagnol et est disponible par voie électronique dans ces cinq langues sur le site web FAO Forêts (www.fao.org/forestry/sofo). Cette publication sera un outil de référence précieux pour les décideurs, les forestiers et les autres lecteurs intéressés qui sont à la recherche d'un tableau à jour des principales questions touchant le secteur forestier aujourd'hui.

L'avenir des forêts et de la foresterie en Afrique

Etude prospective du secteur forestier en Afrique: Rapport régional – Opportunités et défis à l'horizon 2020. Etude FAO Forêts n° 141. 2003. Rome, FAO. ISBN 92-5-104910-6.
Les forêts africaines: une vision pour 2020. 2003. Rome, FAO. ISBN 92-5-004913-7.

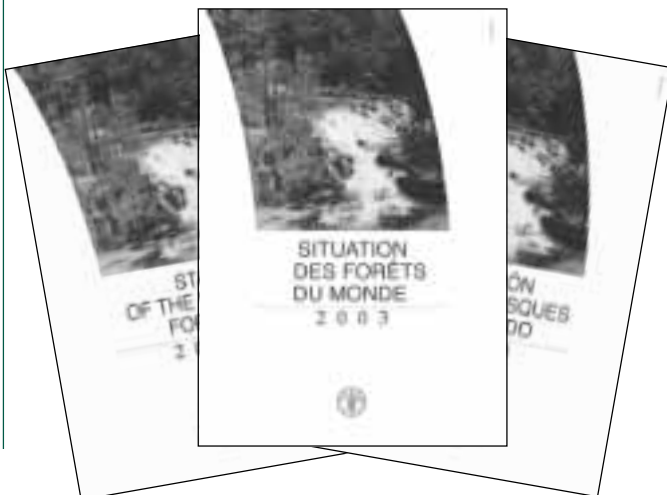


Les forêts africaines remplissent des fonctions environnementales, économiques, sociales et culturelles critiques, dont l'importance relative pour la société change à mesure que le continent traverse une phase de transition politique, économique et sociale rapide.

L'Etude prospective du secteur forestier en Afrique (FOSA) a pour objet d'indiquer ce qui devrait se produire dans le secteur forestier dans les deux prochaines décennies, et d'identifier les priorités et les stratégies possibles pour renforcer la contribution de la foresterie au développement durable et au bien-être social. Cette étude fait partie de la série d'études prospectives régionales entreprises par la FAO, en partenariat avec les pays et les institutions concernés par la foresterie dans la région.

Le produit principal de l'étude est le rapport régional, publié dans deux versions distinctes, en anglais et en français. En outre, cinq rapports sous-régionaux, disponibles sur le site web FOSA (www.fao.org/forestry/fosa) fournissent une évaluation approfondie des changements qui se profilent pour l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Est, l'Afrique du Nord, l'Afrique australe et l'Afrique de l'Ouest.

Les forêts africaines: une vision pour 2020, est un rapport bilingue (anglais et français) qui présente une synthèse des principales



constations du rapport régional et des rapports sous-régionaux, à l'intention du grand public.

Le rapport régional de FOSA décrit les opportunités et les défis favorisant ou entravant le renforcement de la contribution du secteur forestier au développement durable de l'Afrique, dans le contexte des changements politiques, institutionnels, démographiques, économiques, technologiques et environnementaux projetés. En analysant l'impact des facteurs de changement, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du secteur, et en examinant les scénarios probables, le rapport donne une indication de ce qui pourrait se produire jusqu'en 2020, si les tendances actuelles persistent.

Actuellement, les forêts et la foresterie en Afrique sont confrontées à un certain nombre de problèmes, dont le déclin rapide du couvert forestier, la perte de diversité biologique et toute une série d'utilisations non durables qui font que le flux futur de biens et de services est incertain. Le rapport résume les principaux facteurs qui auront une incidence sur la foresterie africaine, notamment:

- les transformations profondes des systèmes de gouvernement africains, avec une tendance à l'affermissement des processus démocratiques, à la décentralisation des pouvoirs et au renforcement des processus participatifs;
- la demande de transparence et d'amélioration de la gouvernance de la part de la société civile;
- l'accroissement des populations et de leur densité, malgré l'impact du VIH/SIDA;
- l'urbanisation rapide;
- la croissance économique encore lente, la répartition inégale du revenu et la pauvreté généralisée;
- la dépendance persistante à l'égard de l'agriculture et des activités basées sur la terre et les faibles niveaux de productivité, qui accroîtront la pression sur les forêts.

Pour prendre ces facteurs en considération, les priorités devront être réorientées vers les objectifs suivants, qui sont indissociables:

- lutter contre la pauvreté et faire en sorte que les forêts et la foresterie contribuent directement et indirectement à améliorer les moyens d'existence des pauvres;
- enrayer la dégradation de l'environnement, en particulier en protégeant les bassins versants, en luttant contre la désertification, en prévenant la dégradation des terres et en conservant la diversité biologique.

Le rapport régional propose les stratégies suivantes:

- revitaliser le secteur public, en redéfinissant ses responsabilités;
- soutenir les forces du marché en créant les conditions propres au bon fonctionnement du secteur privé, notamment le cadre juridique et institutionnel requis;
- mettre en place le cadre juridique et institutionnel nécessaire pour renforcer la contribution des petites entreprises et des activités du secteur informel non organisé à l'économie.

L'étude FOSA vise moins à fournir un ensemble de chiffres qu'à catalyser le processus d'anticipation. Certaines initiatives, comme le Mécanisme de facilitation des programmes forestiers nationaux, tireront parti de la base de connaissances fournie par l'étude et par ses différents rapports.

Des outils pour la gestion des conflits

Natural resource conflict management case studies: an analysis of power, participation and protected areas. A.P. Castro et E. Nielsen, édts. 2003. FAO, Rome.

Community-based forest resource conflict management – a training package. K. Means,

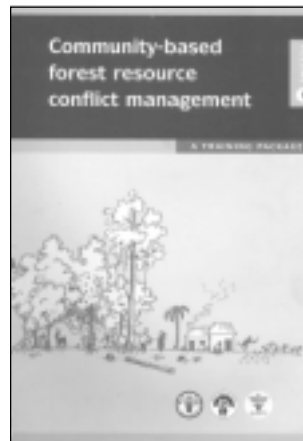
C. Josayma, E. Nielsen and V. Viriyasakultorn. 2002. 2 vols. FAO, Rome.

Les activités de la FAO dans le domaine de la gestion des conflits liés aux ressources naturelles consistent à aider les différentes parties prenantes à gérer les différends qui sont inévitables aux niveaux de la protection, de l'utilisation et du contrôle des forêts et des autres ressources naturelles

Natural resource conflict management case studies: an analysis of power, participation and protected areas est un recueil d'études de cas

qui, mises bout à bout, dressent un tableau des tendances générales sur le terrain. Les cas représentent des contextes sectoriels, écologiques et régionaux très divers (cinq provenant d'Afrique, cinq d'Asie et deux des Amériques). Les exemples de conflits opposent des résidents urbains et ruraux à propos de la gestion des bassins versants, de gros et petits producteurs agricoles à propos de la terre, des membres de différentes communautés à propos de l'utilisation des forêts, et des villageois et des fonctionnaires du gouvernement à propos de l'accès aux zones protégées et de leur utilisation.

Les études de cas illustrent de nombreuses stratégies, méthodes et outils utilisés dans le domaine de la gestion et de la résolution des conflits liés aux ressources naturelles, notamment les pratiques indigènes/locales, les systèmes juridiques et les autres approches possibles. Dans la majorité des cas, plusieurs



approches sont utilisées. Les cas font souvent intervenir des parties prenantes très diverses dont, en plus des communautés forestières, des gouvernements, des sociétés, des organisations non gouvernementales et des institutions d'assistance technique.

Chaque étude de cas présente une analyse approfondie des stratégies, processus et outils utilisés par les différentes parties prenantes pour résoudre le(s) conflit(s). Les études contiennent aussi des questions et des guides de discussion, à l'intention des formateurs et des éducateurs.

Les cas devraient intéresser non seulement les spécialistes, les éducateurs et les formateurs sur le terrain spécialisés dans la gestion des conflits, mais aussi un plus large public constitué de décideurs, de directeurs et de personnel de programmes et de projets, d'agents de vulgarisation, de chercheurs, etc.

Cette publication complète le kit de formation *Community-based forest resource conflict management*, mis au point par la FAO, en collaboration avec le Centre régional de formation à la foresterie communautaire, basé à Bangkok, en Thaïlande. Le module de formation a pour objet d'aider des groupes d'utilisateurs aussi différents que nombreux à résoudre les conflits et à renforcer la participation:

- en accroissant les connaissances sur les conflits dans le domaine de la gestion communautaire des forêts;
- en faisant mieux comprendre en quoi et pourquoi les processus et les résultats de la gestion coopérative des forêts et les conflits sont liés et doivent être étudiés ensemble;
- en fournissant des outils et des supports de formation sur l'analyse des conflits, la sélection de stratégies appropriées, la négociation et la facilitation des processus de résolution.

Le kit en deux volumes présente des informations générales, des activités de formation, des études de cas, des supports pour les ateliers, des instructions sur la conception d'un atelier et des références bibliographiques pour préparer et aider des formateurs dans le domaine de la gestion des conflits.

Réformer les politiques pour lutter contre les infractions forestières

Reforming government policies and the fight against forest crime. Actes d'une réunion d'experts informelle, Rome, 14-16 janvier 2002. 2002. Rome, FAO.

Les activités forestières illégales – comprenant des activités comme l'occupation abusive des terres forestières, les incendies criminels,

l'exploitation forestière illégale, la transformation et le transport non autorisés des produits forestiers et la contrebande – ont des conséquences écologiques, économiques et sociales négatives. En particulier, les infractions en forêts font du tort aux pauvres et privent les gouvernements de recettes cruellement nécessaires qui pourraient servir à promouvoir la gestion durable des forêts. En outre, elles réduisent la valeur des ressources forestières, de

sorte que leur conservation et leur gestion appropriée perd de l'intérêt sur le plan commercial.

Comme les activités illégales rapportent plus d'argent que celles qui impliquent l'utilisation de pratiques durables et légales, l'avenir de la gestion durable des forêts est incertain dans les pays, hélas nombreux, qui ne peuvent ou ne veulent pas lutter contre les infractions forestières.

La FAO donne des avis aux pays sur les réformes des politiques qui pourraient les aider dans les efforts qu'ils font pour améliorer la gouvernance dans le secteur forestier et réduire les infractions forestières. En janvier 2002, la FAO a tenu une consultation d'experts sur ce thème pour identifier des options stratégiques de réforme des politiques qui s'annoncent les plus prometteuses pour contrôler les activités illégales dans le secteur forestier. Ces options doivent aller plus loin que des solutions techniques pour s'attaquer aux problèmes politiques, culturels et sociaux les plus difficiles à traiter.

Cette publication contient les actes et la documentation de référence de la consultation d'experts. Elle présente une liste détaillée des mesures proposées pour réduire les infractions en forêt et améliorer l'application de la loi dans le secteur forestier. Les mesures figurant dans la liste sont classées en fonction des différents groupes d'acteurs auxquelles elles s'appliquent, notamment les gouvernements, les communautés locales, l'industrie forestière, les détaillants de produits forestiers, les consommateurs, les organismes de certification, les organisations non gouvernementales, les institutions de financement, etc. La documentation de référence inclut des documents sur les options politiques et juridiques permettant d'améliorer l'application des lois; un point de vue juridique sur les activités illégales dans le secteur forestier, et la certification des forêts et l'application de la loi dans le domaine forestier.

Les actes sont également accessibles en ligne à l'adresse: www.fao.org/DOCREP/005/Y4182E/Y4182E00.HTM

Prévenir la diffusion internationale de parasites des arbres dans le matériel génétique

Acacia spp. FAO/IPGRI Technical Guidelines for the Safe Movement of Germplasm

No. 20. K.M. Old, T.K. Vercoe, R.B. Floyd, M.J. Wingfield, J. Roux & S. Naser. 2002.

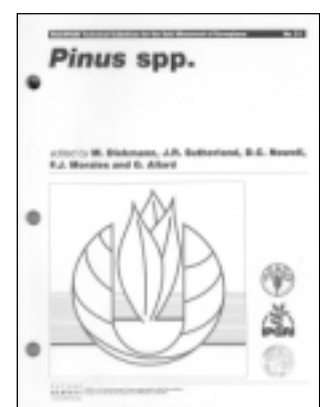
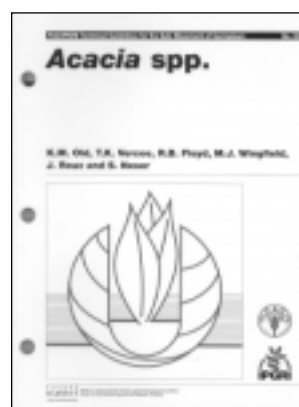
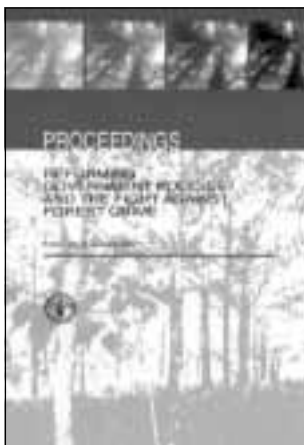
Rome, FAO/Institut international des ressources phylogénétiques. ISBN 92-9043-524-0.

Pinus spp. FAO/IPGRI Technical Guidelines for the Safe Movement of Germplasm No. 21.

M. Diekmann, J.R. Sutherland, D.C. Nowell, F.J. Morales et G. Allard, eds. 2002. Rome,

FAO/Institut international des ressources phylogénétiques ISBN 92-9043-525-9.

Des informations phytosanitaires complètes et à jour sont essentielles pour tout transfert international de matériel génétique végétal. Des



mesures de prévention et des procédures de testage efficaces s'imposent pour minimiser le risque d'introduction accidentelle de parasites des végétaux.

La Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) est reconnue dans le monde entier comme l'instrument juridique et l'organe principal pour une coopération internationale, en matière de protection des ressources génétiques végétales contre les parasites. La CIPV s'efforce aussi d'harmoniser les mesures phytosanitaires ayant une incidence sur le commerce international, En tant que dépositaire de la CIPV, la FAO collabore avec l'Institut international des ressources phylogénétiques (IPGRI) pour garantir et faciliter le transfert sans risque du matériel génétique végétal aux fins de la recherche, en identifiant des pratiques techniquement rationnelles pour se prémunir contre l'introduction et l'établissement de parasites indésirables.

Cette collaboration a essentiellement débouché sur une série de directives techniques spécifiques aux plantes cultivées ou sauvages, les Directives techniques FAO/IPGRI pour le transfert sans risque sanitaire de matériel génétique. Ces directives, formulées par des groupes d'experts sur les plantes cultivées ou sauvages concernées, fournissent des informations techniques pertinentes pour la détection et l'identification des parasites pouvant comporter un risque phytosanitaire important pour prévenir leur diffusion internationale accidentelle. Les recommandations contenues dans les directives s'appliquent aux petits envois spécialisés utilisés dans les programmes de recherche, par exemple pour la collecte, la conservation et l'utilisation aux fins de la multiplication des ressources génétiques végétales.

Les publications les plus récentes de cette collection concernent les essences *Pinus* et *Acacia* spp. et fournissent des descriptions détaillées, des photographies en couleurs, des maladies et insectes nuisibles affectant ces essences

Les publications sont aussi accessibles en ligne, gratuitement, à l'adresse: www.ipgri.cgiar.org/publications/guideline.htm

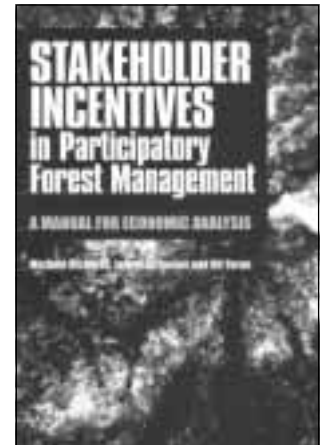
Analyse économique pour la participation des parties prenantes

Richards, M., Davies, J. & Yaron, G. 2003. *Stakeholder incentives in participatory forest management – a manual for economic analysis*. Londres, UK, Overseas Development Institute, ITDG Publishing. ISBN 1-85339-559-5.

Les approches participatives sont de plus en plus reconnues comme essentielles pour la réussite et la durabilité de la gestion des forêts. Toutefois, si les petits agriculteurs et les forestiers hésitent parfois à prendre part à des projets forestiers, c'est parce qu'ils comprennent mal les coûts et les avantages de leur participation.

Le manuel *Stakeholder incentives in participatory forest management* fournit des conseils méthodologiques concrets pour une analyse économique des incitations offertes aux parties prenantes pour qu'elles participent à la gestion des forêts. Conçu à l'intention des professionnels

qui collaborent à des projets forestiers, ce manuel fournit des outils économiques pratiques qui peuvent être utilisés pour permettre aux petits exploitants agricoles et aux forestiers d'analyser leur situation et de trouver des solutions à leurs problèmes. Il donne aux lecteurs des conseils pratiques sur la manière de conduire certaines activités, comme les ateliers et les enquêtes, qui comportent l'utilisation d'outils économiques simples.



La première partie présente les concepts économiques qui s'appliquent à la gestion participative des forêts. Elle peut servir de «remise à niveau» pour les économistes qui travaillent sur le terrain, et permet à ceux qui s'occupent de promouvoir la gestion forestière participative – à savoir les conseillers en développement social, les spécialistes de la foresterie sociale, les directeurs de projets et les conseillers des donateurs – de mieux comprendre les concepts économiques.

La deuxième partie contient le kit d'outils d'analyse économique des parties prenantes. Les outils sont classés en fonction des six grandes étapes: caractérisation des parties prenantes; compréhension du contexte de prise de décisions; quantification des coûts et avantages; détermination de la valeur des coûts et avantages; comparaison économique des différentes décisions possibles; et analyse et suivi participatifs. Dans l'analyse économique des parties prenantes, il est important, entre autres, d'intégrer l'analyse économique avec d'autres critères de prise de décisions, y compris une analyse sociale et institutionnelle.

Cette publication à la portée de tous présente aussi plus de 30 exemples d'application pratique de l'économie dans des situations forestières locales en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

CORRIGENDUM

Unasylva 211 (Vol. 52, 2002/4)

Dans cet article par M.A. Trossero, figure 2 (p. 5) et figure 3 (p. 6), les deux nuances de gris de la légende sont inversées (dans la version imprimée seulement). Le bois énergie et le bois de feu sont représentés en gris clair dans les deux figures.